Une « dette d'honneur » impensée. Les réfugiés juifs et la République d'Haïti

An Inconceivable "Debt of Honor": Jewish Refugees and the Republic of Haiti

Nadège Veldwachter

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesafraicaines/25249>

DOI : 10.4000/etudesafraicaines.25249

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 14 mars 2019

Pagination : 149-170

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Nadège Veldwachter, « Une « dette d'honneur » impensée. Les réfugiés juifs et la République d'Haïti », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 233 | 2019, mis en ligne le 14 mars 2021, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafraicaines/25249> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafraicaines.25249>

Une « dette d'honneur » impensée. Les réfugiés juifs et la République d'Haïti

En mars 2010, une exposition intitulée « Juifs et Haïtiens : une histoire oubliée » fut organisée sous l'égide du Centre commémoratif de l'Holocauste de la ville de Montréal et présenta la relation entre les deux communautés comme née d'une « dette d'honneur » contractée lors de la Seconde Guerre mondiale (Amar 2012 : 11). La dette à laquelle se réfère l'exposition est l'asile offert par le gouvernement haïtien aux juifs européens forcés à l'exil à une époque où la plupart des pays européens refusaient de changer leurs politiques d'immigration. Après l'annexion allemande de l'Autriche, l'Europe dut faire face à un afflux sans précédent de juifs déplacés fuyant les persécutions nazies. Dans le but de faciliter la réinstallation de ces réfugiés, le président américain Franklin Delano Roosevelt convoqua en juillet 1938 une conférence intergouvernementale dans la ville d'Évian-les-Bains en France (Feingold 1970). Suite à cette conférence, sur les trente-deux pays présents, deux nations des Caraïbes se distinguèrent en offrant d'accueillir ces réfugiés : la République dominicaine et la République d'Haïti. Invoquant les idéaux humanitaires de la révolution haïtienne de 1804, qui mit fin à l'institution de l'esclavage, le gouvernement haïtien accepta d'étudier la possibilité de créer une zone de peuplement où 50 000 juifs pourraient développer leur propre agriculture et industrie. En raison de la forte opposition du gouvernement américain, seuls 300 réfugiés juifs purent atteindre la République d'Haïti. Si le projet d'implantation agricole juif en République dominicaine a fait l'objet de publications savantes, ce n'est quasiment pas le cas concernant son versant haïtien.

Dans son analyse de l'évolution des études exiliques, Wolfgang Benz (2006) explique que celles portant sur la période du Troisième Reich prirent naissance avec la valorisation des histoires et mémoires laissés par les émigrés les plus illustres fuyant l'Allemagne nazie. Il cite notamment la poétesse Else Lasker-Schuler, les écrivains Erich-Maria Remarque, Anna Seghers, Arnold Zweig, les musiciens Harms Eisler et Carl Zuckmayer, le journaliste écrivain Kurt Tucholsky, ou encore les politiciens Heinrich Brüning et Friedrich Stampfer.

Ce n'est qu'à compter des années 1970 et 1980 que les historiens s'intéressèrent à la vie et au quotidien des gens ordinaires — des petites gens n'attirant pas l'attention générale car ne contribuant pas au monde politique ou artistique —, qu'une histoire de l'exil par le bas se développa, mettant en exergue les maux liés à l'exil (humiliations, spoliations, fuite, quête d'un pays d'accueil et acculturation) qui frappèrent la grande majorité des classes moyennes.

Restreinte de par son aspect numérique, environ 300 individus, l'histoire des réfugiés juifs en Haïti demeure à ce jour discrète, marginale¹. Ainsi, l'importance de la notion de « par le bas » pour cet article réside-t-elle dans la manière dont elle nous permet d'élargir la cartographie conceptuelle de la question de l'exil juif à une scène caribéenne où les histoires de victimisation coloniale et antisémite, jusqu'alors étudiées isolément, seront pensées ensemble². S'il importe de mettre en lumière les histoires « marginales » de ces victimes, c'est notamment parce que « Human rights are precisely at stake not for those benefiting from their surplus, but, as the Haitian Revolution first showed, for those to whom they are only a lack or absence. They are at issue precisely for the *stateless* : a slave, an immigrant, the unaccused in Guantánamo » (Nesbitt 2009 : 101).

Pour mener à bien cette étude, les questions suivantes serviront de lignes directrices à la méthode analytique que nous entendons suivre : d'abord, à quelle logique obéit le « don » que requiert en amont la notion de « dette d'honneur » de la communauté juive envers le peuple haïtien telle que formulée par les commissaires de l'exposition « Juifs et Haïtiens » ? Ensuite, soucieuse de (re)gagner une place au plan international, selon quelles modalités la nation haïtienne a-t-elle pu redéfinir les idéaux de la Révolution de 1804 en un capital symbolique, à défaut de capital matériel, subordonné aux acquis des droits de l'Homme et justifier son intervention en faveur des juifs victimes de persécutions fascistes ?

Nous suivons Susanne Buck-Morss (2010 : 174) qui s'interroge sur la construction des linéaments rhétoriques de manière à ce que : « The singular

1. Il n'y a, à ma connaissance, que deux historiens à s'être intéressés à cet épisode de l'exil juif : M. B. AUGUSTE (1998) qui a publié à compte d'auteur *La République d'Haïti et la Deuxième Guerre mondiale* et J. BERNARD (2012), auteur de *Histoire juive d'Haïti*. Dans le monde littéraire, l'écrivain haïtien L.-P. DALEMBERT (2017) est l'auteur du roman *Avant que les ombres s'effacent*, roman qui retrace l'histoire d'un jeune juif allemand, Ruben Schwartzberg, qui trouve refuge en Haïti après avoir survécu au camp de Buchenwald. L'analyse présente repose sur les documents compulsés principalement dans des archives européennes et américaines, l'auteure n'ayant, à ce jour, pu avoir accès à des institutions haïtiennes détenant des matériaux relatifs à cette période.
2. Sur les études croisées entre questions juives et post-coloniales, voir les travaux d'E. SAID (2004) et de B. CHEYETTE (2009).

event of the Haitian Revolution can transform the structural logic whereby the conceptual distinction of global and local is made » au sein de ce qu'elle nomme « l'histoire universelle ». Nous postulons que le recours à la Révolution de 1804 autorise l'analyse de la relation entre « événement » et « sens » mise en relief par Paul Ricœur (1991). Dit autrement, il s'agit de saisir quels « “régimes d'historicité” spécifiques [...] influencent la manière dont les acteurs regardent l'Histoire comme une source d'enseignements utiles et mobilisables au présent » (Sangar 2015 : 1).

Pour éclairer la relation entre « don » et « dette d'honneur », partons des épitextes de l'exposition « Juifs et Haïtiens : une histoire oubliée » montée en mars 2010 sous le patronage de Frantz Voltaire, fondateur et directeur du Centre international de documentation et d'information haïtienne, caribéenne et afro-canadienne (CIDIHCA) en collaboration avec le Montreal Holocaust Memorial Center (MHMC), le Quebec Jewish Congress (QJC) et la ville de Montréal dans le cadre de la 11^e édition de la Semaine d'actions contre le racisme. Il s'agissait, dans cette exposition, de rendre hommage à Haïti pour son rôle lors de la Seconde Guerre mondiale lorsque cette île devint un refuge pour des centaines de juifs fuyant le régime nazi³. Vous nous permettrez de citer ici deux extraits tirés de ces épitextes autant dans le but de les mettre en lumière qu'à l'épreuve. Le premier présente les relations entre juifs et Haïtiens comme découlant de l'acquiescement d'une dette d'honneur que « les Juifs ont contracté à l'endroit du peuple haïtien » car « [e]n refusant les lâchetés du silence et de l'aveuglement, en acceptant d'offrir l'asile à des gens en détresse, Haïti, redonnait au mot solidarité ses lettres de noblesse » (cité dans Amar 2012 : 11). Le deuxième extrait met en exergue les actions du gouvernement haïtien qui, « par conviction politique ou morale ne rest[a] pas indifféren[t] et agi[t] selon les principes des fondateurs de la nation haïtienne en naturalisant des Juifs ressortissants des pays européens et leur sauver la vie » (Voltaire 2010 : 1). Si les formules sont éloquentes, elles appellent néanmoins à un questionnement sur les usages de l'intégration de la mémoire historique dans l'étude de la politique étrangère d'un État, usages dont les enjeux sont particulièrement déterminants en temps de guerre. Cette remarque rejoint les préoccupations sur la manière dont l'exhumation de certains faits historiques noyés dans un silence indu, la Révolution haïtienne en l'occurrence, une fois rendus à la connaissance, peuvent faire l'objet non pas d'un « devoir de mémoire » abusif, mais d'une réactualisation destinée à changer le présent⁴.

3. Pour plus de détails sur cette exposition, voir J. ARNOLD (2010).

4. Nous nous inspirons ici du travail de F. FOURN (2002) sur l'histoire et l'oubli.

La conférence d'Évian et ses suites

L'historien Michael Marrus (2002) a montré comment, poussés par les lois de Nuremberg et l'annexion de l'Autriche par le III^e Reich, plus de 300 000 juifs émigrèrent d'Allemagne et d'Autriche entre 1933 et 1938. La première difficulté consistant à trouver un pays d'accueil, les parcours d'exil se concentrèrent généralement vers les pays limitrophes tels la Belgique, la France, la Suisse ou encore l'Union soviétique. L'Espagne accepta un nombre limité de réfugiés qu'elle envoya vers le Portugal. Au-delà de l'Europe, 85 000 réfugiés juifs parvinrent à atteindre les États-Unis alors que plus de 50 000 émigrèrent en Palestine⁵. L'ampleur et la complexité des problèmes soulevés par ces déplacements forcés amenèrent la communauté internationale à se saisir de la question des réfugiés. Le président américain Franklin Delano Roosevelt, en juillet 1938, décida d'organiser dans la ville d'Évian-les-Bains en France une conférence visant à solutionner durablement l'afflux croissant de migrants.

Passés les discours pétris de bonnes intentions et de sentiments humanitaires, le corps diplomatique international, composé de trente-deux pays d'Europe et d'Amérique et de trente-quatre organisations non gouvernementales, avança des argumentaires qui restèrent largement tributaires des intérêts économiques et des questions de sécurité de chacun des pays présents. Il convient de préciser que trois représentants des juifs d'Autriche étaient présents, envoyés par les autorités allemandes avec une déclaration du Reich réclamant la réception de 40 000 juifs par les pays conviés à Évian avant l'automne de la même année⁶. Outre la création du Comité intergouvernemental pour les réfugiés (Intergovernmental Committee on Refugees, ICR), la conférence ne déboucha sur aucune mesure concrète car, selon les directives du secrétaire d'État américain Cordell Hull, « no country was expected or asked to receive a greater number of emigrants than is permitted by its existing legislation »⁷.

5. Bon nombre de projets d'émigration se concentrèrent sur des territoires lointains ou encore sur les colonies susceptibles d'absorber les indésirables que l'on encourageait à quitter l'Europe. Sont couramment cités par les chercheurs sur la question, dont M. MARRUS (2002) : Bornéo du Nord, la Guyane britannique, Chypre, les Philippines, le Congo belge, le Surinam, l'Éthiopie, l'Angola, le Kenya, la Rhodésie du Nord, Madagascar, ou encore Shanghai.
6. Centre des Archives Diplomatiques de Nantes, Actes du Comité Intergouvernemental, Évian du 6 au 15 juillet, Compte Rendu des séances plénières du comité résolutions et rapports, Ministère des Affaires Étrangères, Londres, Ambassade, 1919-1940, Série C, 378PO/C, p. 17.
7. Foreign Relations of the United States Diplomatic papers (FRUS), Telegram, The Secretary of State to the Ambassador in the United Kingdom, Meeting at Evian, France to Form an Inter-Governmental Committee for Assistance of Political Refugees from Germany Including Austria, March 23, 1938, 840.48 Refugees, Volume I, p. 740.

Orientés, les discours tenus à Évian traduisaient dans toute son acuité la signification de l'adjectif « indésirable » accolé au peuple juif, substantifié en l'occurrence, et fut perçu par les nazis comme un accord, bien qu'informulé, à les laisser décider du sort de cette communauté⁸. En faisant référence à la politique britannique envers les juifs d'Europe, que l'on pourrait certainement appliquer à la plupart des pays présents à Évian, Anne Hugon (2004 : 24) remarque que :

L'humanitarisme n'y était pas considéré comme un devoir de l'État ; le concept même de persécution raciale n'était pas parfaitement compris ni appréhendé Outre-Manche ; et le principe, largement accepté, d'États-nations « ethniquement homogènes » permettait à un gouvernement d'expulser ses minorités sans susciter de réactions particulièrement vives ni de solidarité adéquate.

A. Hugon en conclut que la logique qui sous-tendait la politique vis-à-vis de l'immigration juive était dictée par l'intérêt national bien plus que par des considérations relevant d'un antisémitisme actif, comme l'avait auguré Chaim Weizmann, président de la World Zionist Organization, devant la commission Peel en 1937, « The world is divided into places where [the Jews] cannot live and places where they may not enter » (Marrus 2002 : 185).

Jacques Rancière (2004) fait partie de ceux qui ont montré que c'est à partir de l'expérience en masse du phénomène de l'exil du réfugié suite aux deux guerres mondiales que naquit la théorie arendtienne sur le totalitarisme. Dans *Les Origines du totalitarisme*, Hannah Arendt pointe du doigt le paradoxe qui annihile le fondement même de la dignité humaine, à savoir, l'affirmation concomitante de l'universalité des droits de l'Homme et d'une souveraineté nationale qui ne tolère aucune ingérence. Et d'affirmer que « ce qui est sans précédent ce n'est pas la perte de la patrie, mais l'impossibilité d'en retrouver une » (Arendt 2002 : 595).

C'est au rejet dans le non-lieu politique, aux formes d'exclusion non résolues des déclarations des droits de l'Homme, que la République d'Haïti vint apporter réponse. Par la voix de ses intellectuels, Haïti décria la montée du nazisme. Figurent parmi eux l'historien et diplomate Dantès Bellegarde, le Dr. Etienne Charlier et enfin Jacques Roumain, l'auteur du célèbre roman *Gouverneurs de la rosée* (1944), qui prononça un discours à New York en novembre 1939 en ces termes :

Nous haïssons le fascisme avec ces mythes raciaux qui défient la science et outragent la dignité humaine. Nous condamnons un régime qui brûle les livres de Heine et qui

8. Pour des détails plus amples sur la Conférence d'Évian et ses suites, voir les travaux de H. L. FEINGOLD (1970).

réduit Hindemith au silence [...] et accule à l'exil les meilleurs penseurs de l'Allemagne moderne. Nous méprisons un régime qui use de cruauté envers les personnes à cause de leur appartenance raciale. Notre compassion va aux Juifs persécutés, mais tout autant aux Noirs d'Afrique du Sud, dépouillés de leurs terres, opprimés et ravalés aux rangs des intouchables [...] (cité dans Hoffmann 2003 : 699).

Sur la scène diplomatique, cette ferveur humanitaire se traduit par des actes où intérêts économiques et géopolitiques se cotoyaient. Le gouvernement dominicain du général Raphaël Trujillo Molina, grâce à des accords passés avec des responsables américains à travers le plan DORSA (Dominican Republic Settlement Association), offrit des concessions agricoles aux exilés juifs permettant d'accueillir 100 000 réfugiés dans la région nord de l'île (Kaplan 2008 ; Wells 2009) :

Le Gouvernement dominicain qui, depuis de longues années, encourage et appuie le développement de l'agriculture par une politique appropriée [...] serait disposé à apporter sa contribution en accordant des concessions particulièrement avantageuses aux proscrits autrichiens et allemands, agriculteurs de conduite irréprochable, et qui réuniraient les conditions requises par la législation dominicaine sur l'immigration⁹.

Le gouvernement haïtien du président Sténio Vincent se contenta, quant à lui, de promettre l'étude des meilleures dispositions en vue d'accueillir des réfugiés. Haïti fut représentée à la conférence par Léon Robert Thébaud, attaché commercial de l'ambassade d'Haïti à Paris avec le rang de ministre. La position du gouvernement n'étant pas tranchée, ainsi se prononça-t-il :

Le gouvernement haïtien, très absorbé par l'attention que réclame le développement actuel de la crise financière, qui depuis quelques mois sévit dans le pays, n'a pas eu le temps d'étudier la possibilité d'offrir de nouvelles facilités aux catégories de réfugiés politiques qui peuvent l'intéresser. D'autre part, étant donné l'importance de ce Comité intergouvernemental, dû à l'initiative des États-Unis d'Amérique, [...] le Gouvernement haïtien a cru préférable, en ce qui le concerne, de prendre connaissances des diverses modalités et décisions qu'adopteront les gouvernements ici représentés, afin d'étudier les meilleures facilités qui lui sera possible d'accorder en vue de l'accueil des réfugiés politiques d'Allemagne et d'Autriche¹⁰.

Et de poursuivre :

Étant donné la structure économique du pays (essentiellement agricole), sa situation sociale et la crise financière qui sévit, le peuple haïtien exige des étrangers qui sollicitent son hospitalité qu'ils soient des éléments complètement sains, susceptibles de fusion rapide avec ses éléments, la préférence quant à présent, va aux agriculteurs et techniciens en

9. Actes du Comité Intergouvernemental, Évian du 6 au 15 juillet, p. 32.

10. *Ibid.*, p. 38.

matière agricole et aux techniciens en matière de petites industries apportant des capitaux pour travailler et susceptibles de résider définitivement dans le pays¹¹.

C'est ainsi que le président Vincent acceptera d'entendre la proposition d'installation de 50 000 juifs sur son territoire dont le coût serait principalement assumé par l'organisation juive French Rothschild-Swiss Seligman. Ferdinand Mayer, ministre américain en Haïti était chargé de l'entremise entre le président Vincent et le représentant de l'organisation juive, Mr. Goldsmith :

Mr. Goldsmith has in mind a self-contained settlement area where these refugees [fifty thousand Germans of Jewish faith] could develop their own agriculture and industry under a form of corporate establishment with shares to be partly distributed to the Haitian government in return for land, the whole project to be financed by the Goldsmith-Seligman interests mentioned above to a maximum of five million dollars [...]. The Mole Saint Nicolas and the Island of Gonâve were the two localities chosen for such a large-scale project to be successful¹².

Venant confirmer ces pourparlers, sera adressée en mars 1939 à M. Robert T. Pell, directeur adjoint du Comité international, une offre officielle du gouvernement haïtien ouvrant les négociations pour l'accueil de 5 000 réfugiés juifs attendu les conditions suivantes :

- The age of the immigrant is to be between 18 and 32.
- The immigrant should pass in Europe a retraining for agricultural work.
- To finance the whole scheme a sum of USA dollars 250 per head must be made available.
- The immigration taxes according to the present law that will be fixed definitely by the Government will not be more than 20-25 dollars per head, must be paid after the signature of the contract to be arranged between the organizations and the Government.
- The total amount after deducting the immigration tax should be at the disposal of a co-operative society to be established at Port-au-Prince. The members of this Cooperative Society to be nominated by the European Committee, the Government to nominate one representative.
- The Government of Haiti is ready to cede to every male immigrant, ten hectares of fertile land for development. The land to be allotted will be examined previously by experts.
- The allotments will not be in one district only but will be chosen from various parts of the best districts.
- The Government is ready to enter into a legal agreement with the Co-operative Society and to facilitate the naturalization of the immigrant after a certain delay.

11. *Ibid.*

12. FRUS, Telegram, The Minister in Haiti (Mayer) to the Secretary of State. Port-au-Prince, The American Republics, vol. II, January 4, 1939, 840.48 Refugees/1217, p. 56.

- The Government is, moreover, ready to construct at its own expense roads in the respective settlements as far as they do not exist at present. It is also ready to furnish the settlers the assistance of engineers and experts of the ministry of Agriculture as well as all necessary theoretical and practical assistance.
- The lease of the land to be for 99 years a payment of 20 cents per hectar per year.
- The object of the Co-operative Society is to organize the necessary preparation for the installation of the settlers, who would be introduced in groups of three to 500 people, to construct the homesteads, to procure the seeds and agricultural machinery, farm implements, trucks, tractors, etc¹³.

Le gouvernement américain, craignant la présence massive de juifs allemands dans des zones militaires stratégiques des Caraïbes, écarta cette proposition du gouvernement haïtien. Pour quels motifs, pouvons-nous à bon droit demander, l'administration de Roosevelt a-t-elle agréé le projet de colonisation en République dominicaine alors qu'elle rejeta formellement l'offre similaire, en bon nombre de points, faite par sa voisine haïtienne, sachant que « Invitations to attend the Evian meeting were extended only to those countries which offered some reasonable possibility of accepting a substantial number of immigrants »¹⁴ ? La thèse laissant accroire l'instabilité économique que, par ailleurs, le gouvernement haïtien a reconnu sans ambages à Évian, comme principale justification à cette fin de non-recevoir, n'est que moyennement convaincante. Nous proposons alors de penser cette situation à partir de deux perspectives : celle, attendue, de l'aspect géostratégique mais aussi celle, plus inconvenante, du préjugé de race, contrecoup de la Révolution de 1804.

La valeur stratégique de la mer des Caraïbes a ceci de particulier qu'elle constitue un périmètre de défense périphérique pour le sud des États-Unis, ainsi qu'un lieu de communications entre les deux Amériques et entre l'Atlantique et le Pacifique depuis le percement du canal de Panama (Manigat 1969). En ce qui concerne plus précisément la République d'Haïti, dès les prémises du conflit, les États-Unis ont cherché à renforcer le réseau de bases militaires et navales qu'ils maintenaient dans la région du Môle Saint-Nicolas et l'île de Gonâve. La présence d'un groupe de personnes parmi lesquelles pourraient se trouver des espions au service du régime nazi constituait une véritable menace à la sécurité nationale et ne pouvait être tolérée dans une région

13. Archives Nationales, Site de Pierrefitte-sur-Seine, Organisation internationale pour les réfugiés, Comité Intergouvernemental pour les Réfugiés, 88. Haïti, janvier-mai 1939, Répertoire AJ/43/43.

14. FRUS, Secretary of State to the Chargé in Luxembourg (Waller), Washington, June 28, 1938, vol. I. 840.48 Refugees/409, p. 751.

« zone maritime de surveillance ». Il ne fut donc pas surprenant que le ministre Mayer reçoive les instructions suivantes de la part du secrétaire d'État Hull :

The Department desires you to discourage at every opportunity and in any manner which can leave no doubt in President Vincent's mind all projects for bringing additional European refugees to Haiti under the circumstances that prevailed in the past [...]. The Department would therefore deplore further interest by the Haitian government in the admission of refugees among whose numbers will doubtless be found elements prejudicial to the safety of the Republic of Haiti and this country¹⁵.

Comme on peut le constater lors de la correspondance entre le sous-secrétaire d'État américain Sumner Welles et le ministre Mayer, les principales critiques montées contre ce projet pour cautionner l'objection américaine pointaient essentiellement vers l'incommensurabilité raciale et culturelle entre Haïtiens et juifs.

I cannot believe that any attempt to settle 50,000 German refugees in Haiti would ever have a successful outcome because of the fundamental differences in race, standard of living, culture, and customs between prospective immigrants and the Haitian people themselves. In my opinion, even if the colony were started, it would only be a few years before serious friction would arise between the refugees and the Haitian authorities and people¹⁶.

La voie se trouve ainsi ouverte à un ensemble d'arguments entretenant des rapports d'antécédence avec les formes de discrimination et violence raciale pratiquées aux États-Unis et appliquées en Haïti pendant la vingtaine d'années que dura l'occupation américaine (1915-1934). Dans *L'an 501, la conquête continue*, texte sans concessions, Noam Chomsky (2015 : 262) rappelle la force avec laquelle le gouvernement américain avait refusé de reconnaître la République haïtienne jusqu'en 1862 — craignant que la revendication nègre et la révolution ne s'exportent dans les plantations des États du Sud¹⁷ — et le racisme d'une administration convaincue d'avoir affaire à « un peuple inférieur », incapable « de maintenir le degré de civilisation que lui ont laissé les Français ou de développer la moindre aptitude à l'autonomie qui lui donnerait droit au respect et à la confiance de la communauté internationale ». Dans la même veine, April Mayers (2014) démontre qu'au moment où les

15. Foreign Relations of the United States, Diplomatic Papers, 1940, vol. II, p. 241. Cité dans PERL (1995-1996 : 83).

16. FRUS, The American Republics, vol. II, The Secretary of State to the Minister in Haiti (Mayer), January 13, 1939, 840.48 Refugees/1294, pp. 65-66.

17. La révolution en Haïti avait effectivement déjà inspiré des rebellions et révoltes d'esclaves aux États-Unis telles que celles de Denmark Versey à Charleston en 1822 et de Nat Turner

pays d'Amérique latine insistaient sur l'unité et la dignité de la « *raza* » (sentiment de solidarité et de fierté ethnique né des guerres d'indépendance contre l'Espagne), les élites de la politique étrangère étasuniennes mettaient en avant l'infériorité raciale pour justifier leurs interventions dans ces mêmes régions. Devenue un instrument de mesure de développement économique, de stabilité politique ou de relations entre États à l'échelle internationale, la race a été un élément déterminant de l'hégémonie des États-Unis sur la Caraïbe et le monde latin. Ainsi, dès les années 1850, l'idée de l'annexion de la République dominicaine reposait sur le devoir que s'étaient donné les États-Unis de protéger cette nation blanche des persécutions et risques d'invasion de la part d'Haïti, première république noire (*ibid.*).

En définitive, le rejet de l'offre haïtienne de la part du gouvernement américain au profit du projet dominicain DORSA est révélateur de l'influence du facteur « ethnique » dans sa politique étrangère (Sabbagh & Vaïsse 2001). Ne pouvant nous étendre davantage sur cette question, pourtant cruciale, nous nous contenterons alors de citer un passage de l'étude de Marion Kaplan (2008 : 5) sur le projet de colonisation dans la ville de Sosúa en République dominicaine qui met en exergue les contradictions liées à la notion de « l'autre » au début du xx^e siècle :

Sosúa highlights the strange and contradictory legacy of twentieth-century racism in which Jews are driven out of Europe for being « other », admitted to North and Latin America hesitantly and erratically for being « other » and then invited into the Dominican Republic for being « other », only this time positively constructed as « white ».

La ductilité de la figure du juif, pour aberrante qu'elle soit, nous permet de transposer la description de Kaplan au contexte haïtien à une différence majeure près : l'autorisation à immigrer des juifs fut refusée par le gouvernement américain parce que ces derniers étaient, contre toute attente, négativement construits comme « blancs ».

Malgré l'échec de cette proposition, l'action entreprise par le gouvernement haïtien en faveur des juifs, loin de rester à l'état de déclarations de principe, fut double. À travers une succession de modifications de la constitution, le gouvernement haïtien proclama des décrets-lois entre 1937 et 1942 qui permirent l'octroi et du statut de réfugié et de la nationalité haïtienne *in absentia* dans de nombreux cas. Poursuivant la logique d'accueil de ces réfugiés, plusieurs dispositifs furent mis en place localement dont la création,

en 1831 en Virginie qui toutes deux faisaient suite à celle de Gabriel Prosser en 1800. Pour plus de détails sur la perception de l'indépendance d'Haïti par les États-Unis, voir ROSE-MIE (2003).

sous contrôle de l'American Jewish Joint Distribution Committee à New York, du Joint Relief Committee (JRC) of Haiti en octobre 1939 à Port-au-Prince, sous la présidence de Richard Schachne. L'organisation avait pour mission « la distribution de secours aux réfugiés auxquels Haïti a bien voulu accorder hospitalité »¹⁸. Le JRC s'efforça d'apporter des solutions aux problèmes les plus pressants des réfugiés (logement, nourriture, vêtements, soins médicaux, régularisation des situations administratives et professionnelles...). Désireux d'exprimer sa reconnaissance, le comité s'employa également à rassurer le gouvernement haïtien quant à toute velléité de politisation chez les réfugiés, acte qui pourrait être interprété comme attentatoire à la cohésion sociale. La correspondance entre le représentant du JRC à Santo Domingo et le magistrat communal Raphael Brouard a le mérite d'être univoque :

Nous sommes seulement animés par des idées humanitaires et nous prenons ici le solennel engagement [...] de ne jamais nous occuper des affaires politiques de ce pays auquel nous promettons d'ores et déjà, notre plus entière soumission et notre plus entière collaboration¹⁹.

Elie Lescot, quelque temps après son élection à la présidence d'Haïti en 1941, révoqua toute possibilité de naturalisation *in absentia*, ordonnant que les demandes en cours soient mises en sursis. Ce décret eut pour conséquence la fin de la vague de migration juive vers Haïti. À la lecture de la raison d'être du nouvel amendement à la constitution, l'on constate que les motifs d'humanité qui avaient pu présider au même titre que les exigences économiques à l'offre d'asile de l'administration Vincent avaient largement cédé la place à ces dernières :

J'ai l'impression nette que le désir d'acquérir la nationalité haïtienne procède, pour la plupart des intéressés non seulement de mobiles peu avouables issus des conjonctures internationales actuelles, mais encore du dessein non dissimulé de se dérober aux taxes fiscales auxquels les étrangers sont assujettis. Or le Gouvernement ne saurait tolérer en aucun cas que les prérogatives attachées à la qualité d'haïtien tournent au désavantage du Trésor Public en faveur d'individus dont les bons sentiments à l'égard du pays ne sont pas bien certains²⁰.

Bon nombre des familles juives restèrent en Haïti jusqu'à l'arrivée au pouvoir de François Duvalier en 1957, puis, contraintes par la violence et la

18. American Jewish Joint Distribution Committee Archives, Lettre à M. Raphaël Brouard, Magistrat Communal, Port-au-Prince, 6 Octobre 1939, On the status of refugees in Haiti, Record Group 4.26: Haïti, File 691.

19. *Ibid.*

20. E. Lescot, « Au sujet des demandes de naturalisation », *Le Nouvelliste*, 29 octobre 1941, p. 1.

pauvreté ambiantes, elles émigrèrent aux États-Unis ou en Amérique latine (Arbell 2010). Selon les estimations de Mordechaï Arbell, représentant d'Israël en Haïti, seule une douzaine de familles juives restait en Haïti de 1972 à 1975, et une vingtaine d'individus aujourd'hui.

Don ou intérêt ?

Les raisons de l'engagement de la République d'Haïti

Nous postulons en introduction que la notion de « dette » employée par les commissaires de l'exposition « Juifs et Haïtiens : une histoire oubliée » ne pouvait être considérée sans celle de « don » en amont pour achever la logique de la relation unissant les deux communautés. Une telle démarche soulève une batterie de questions d'ordre théorique et pratique héritées de l'anthropologie de Marcel Mauss (2007) qui enseigne que, provenant d'un individu ou d'un État, il n'existe guère de grand ou petit geste de générosité qui ne soit pas intéressé ou sans calcul (la distinction entre « transaction » et « transfert » est ici dûment prise en compte) et appelle généralement un contre don en retour. Pierre Bourdieu (cité dans Caillé 1994 : 265) questionnera la relation entre don et générosité en ces termes : « Est-ce que quelque chose comme une conduite pure, qui n'ait pas pour déterminant des motivations inavouables, est possible ? » Est ainsi donc explicitement posée la question de la « pureté » de la générosité, voire de sa « perfection », condition sans laquelle elle ne saurait être.

Faisons nôtre l'argument selon lequel l'offre d'asile du gouvernement haïtien est motivée par des intérêts encapsulés dans le gain financier plus que dans la poursuite d'une idéologie humanitaire. Somme toute, les deux arguments s'accommodaient sans antinomie dans le discours adressé à Évian. Dans sa dépêche du 30 octobre 1939 au ministre des Affaires étrangères à Paris, M. de Lens, le ministre de France en Haïti, tenait des propos soulignant le caractère « indésirable » des opérations de naturalisation du gouvernement haïtien :

On me dit que M. Edmond Sylvain, ancien fonctionnaire haïtien, aurait été chargé de mission à l'étranger avec le titre d'envoyé Extraordinaire, afin de provoquer un aussi grand nombre que possible de naturalisations et de procurer ainsi des ressources au Trésor. Sa tournée aurait débuté aux États-Unis, où il ne serait demeuré que peu de temps, les autorités américaines lui ayant fait comprendre que ses activités étaient indésirables²¹.

21. Archives nationales de France, Archives diplomatiques, Légation de France à Port-au-Prince, 524PO/série B/Carton 85/Dossier 2.

Pour étayer ces dires, Joseph Bernard (2012 : 70) montre de quelles manières une grande partie de la somme générée par les procédures d'immigration fut dépensée pour l'aménagement de bibliothèques, d'asiles et autres travaux d'utilité publique dans plusieurs villes du pays. L'appropriation des fonds rapportés par le projet d'immigration ne sembla présenter aucune contradiction entre acte d'humanité et intérêt national aux yeux de Vincent pour qui, « Considérant que si l'admission d'un certain nombre de ces réfugiés revêt le caractère d'un devoir d'humanité, ce devoir peut et doit se concilier avec la protection due aux nationaux et aux intérêts du pays »²². À y regarder de plus près, c'était là aussi une manière pour Vincent de coopérer en bon élève à la politique de « bon voisinage », doctrine si chère à son promoteur étasunien et sur laquelle reposait la solidarité des intérêts et la paix entre États panaméricains, se dégageant ainsi des seules obligations morales pour les transposer sur le plan utilitaire (Vincent 1939, t. 2 : 112). Ainsi, la décision de donner la préférence « aux agriculteurs et techniciens en matière agricole » parmi les demandeurs d'asile résulta du constat d'une production agricole en déperdition, incapable de répondre aux besoins de la population. Conséquence du « sabotage militariste et politicien [...] Haïti ne cultive que le seizième de sa superficie cultivable » se lamentait le président Vincent (1939, t. 1 : 173), l'équipement et le savoir faisant défaut.

L'analyse comparative de l'attitude et des motivations des gouvernements sollicités à Évian envers les réfugiés montre une convergence manifeste. Le refus ou l'accueil des réfugiés étaient tous deux des actes d'intérêts nationaux longuement pesés de la part de tous les participants à Évian. Tout comme Henry Bérenger, président d'honneur de la Conférence d'Évian, avait défendu l'attitude de la France « restée fidèle aux traditions de son développement à travers l'histoire, qui ne séparent pas le patriotisme et l'humanité [...] pour recevoir et héberger ces émigrés involontaires »²³, l'on conçoit aisément que la remarque puisse s'étendre à l'attitude d'Haïti.

Adoptant une approche plus expansive, la reprise de la notion d'intérêt proposée par Alain Caillé, en déplace le sens et l'enjeu telle qu'elle était formulée par Bourdieu. Caillé tente de comprendre si dans le rapport social organisé à partir du jeu des « intérêts », quelque chose peut échapper à la mécanique et au calcul. Le cas échéant, dans quelle mesure cela serait-il nécessaire et souhaitable ? L'hypothèse que nous aimerions avancer et mettre à l'épreuve

22. S. Vincent, « La question des Juifs », *Le Nouvelliste*, 8 août 1939, p. 1.

23. Phrase prononcée par Henry Bérenger, président d'honneur de la Conférence d'Évian, lors de la première réunion du Comité inter-gouvernemental à Londres le 3 août 1938, Centre des Archives Diplomatiques de Nantes, Ministère des Affaires Étrangères, Londres Ambassade, 1919-1940, Série Série C, 378PO/C.

est celle soutenue par Caillé du don définissable non pas *sans* l'intérêt mais *contre* lui. Le don n'opère et n'existe, de manière contradictoire, que parce qu'il est lié avec autre chose que lui-même. Ainsi, il est à la fois conditionnel *et* inconditionnel, intéressé *et* désintéressé (Caillé 1994 : 276). Pour l'auteur, il faut donc distinguer l'intérêt *à* de l'intérêt *pour* qui ne constituent pas des modes impénétrables l'un à l'autre. Si une chose est de conjecturer des intérêts « occultes » derrière le don d'hospitalité du gouvernement haïtien, autre chose est de comprendre la ligne narrative choisie à Évian, à savoir l'évocation de la Révolution de 1804. Ainsi, peut-on concevoir l'intérêt *à* accorder l'asile comme né de l'intérêt *pour* les principes de cette Révolution, seuls susceptibles de capter l'attention de l'audience présente à Évian et de positionner à l'échelle internationale un pays qui a toujours été tenu au ban des nations. On en conclut qu'il n'existe d'action politique, le cas échéant prenant la forme d'un don, qui ne se formule indépendamment d'intérêts, souvent infléchie par la balance des enjeux internes et externes.

Les remarques précédentes invitent alors à élargir la discussion et à la dégager des considérations pragmatiques auxquelles nous l'avions confinée. Nous voudrions dans ce qui suit revenir sur la fonction, qui est loin de se contenter du champ de la narration, de l'évocation de la Révolution de 1804. La question pourrait paraître chimérique aux yeux de certains historiens, mais de quelle nouvelle charge historique M. Léon Thébaud revêt-il la Révolution haïtienne par son évocation dans son discours à la Conférence d'Évian ? C'est en effet au nom d'une humanité partagée qu'il entama son allocution :

Le peuple haïtien, qui, avant même son émancipation, et depuis, sans discontinuer, a combattu généreusement pour la cause de l'indépendance des pays des trois Amériques, jusqu'à s'attribuer la copaternité de l'indépendance de plusieurs d'entre eux, a toujours participé à toutes les manifestations internationales créées au profit de la liberté et du bien-être de l'humanité²⁴.

La référence à cet événement était loin d'être immotivée car il s'agissait bien de rappeler au monde que les Haïtiens avaient été les premiers à porter vent debout la question impensée des droits de ceux jetés hors de la famille humaine. Seul acte d'héroïsme ou d'insubordination, c'est selon, à l'actif de cette nation, la Révolution de 1804 fut l'imposition d'une philosophie politique universelle des droits de l'Homme qui continue, aujourd'hui encore, à défier la conception que se fait le monde occidental de ces mêmes droits (Nesbitt 2009). C'est ici que nous pouvons faire intervenir la pensée de Jacques Derrida et faire valoir le caractère « différenciel » de la Révolution.

24. Actes du Comité Intergouvernemental, Évian du 6 au 15 juillet, p. 38.

Pour rappel, Jacques Derrida (1972) concevait la « différance » non pas comme une notion, mais comme une force de travail animée par une motion double : le retardement ou la temporisation sur lequel vient se greffer la notion de différenciation. Ce serait là les prémisses de la célèbre méthode de la « déconstruction ». Recadré pour les besoins de notre propos, le caractère différenciel de la Révolution de 1804 et de ses principes n'est pas une suspension de l'accomplissement, car celle-ci a bel et bien permis la libération des esclaves de Saint-Domingue aux XVIII^e et XIX^e siècles, mais une répétition déplacée dans le temps qui se différencie de la redite et de la copie en élevant l'événement à une dimension universelle en appliquant les valeurs d'humanisme qu'il exaltait à un groupe autre que celui auquel il se destinait à l'origine. L'on comprend aisément qu'une telle perspective puisse susciter l'incrédulité : une nation victime, avec des variantes certes, des mêmes maux qui affligent ceux qu'elle entend sauver, peut-elle en toute légitimité être commanditaire des fonds symboliques que représente l'aide humanitaire, opération dont l'Occident se targue de l'invention et de l'ordonnance ? Si la possibilité de cette idée rencontre une certaine résistance, c'est qu'elle insécurise non seulement les contemporains des années 1930 mais aussi le lecteur d'aujourd'hui car elle remet en question les démarches scientifiques et politiques enfermées dans la certitude de leur approche quant à la détermination des termes associés à l'humanitaire et à l'identité de ceux assignés à en être les « bénéficiaires ».

À ce point de bascule, les questions posées par Valérie Rosoux dans un contexte voisin du nôtre acquièrent une pertinence particulière. La critique établit une distinction édifiante entre deux notions corrélées, « le poids du passé » et « le choix du passé » (Rosoux 2006). Alors que la première, selon Rosoux, rappelle que toute politique étrangère est façonnée par l'histoire, la seconde indique qu'il n'y a pas de simples « traces » du passé mais bien une « reconstruction » de celui-ci.

En quoi le poids de la révolution est-il un événement dont l'héritage, tel qu'il sera perçu par le gouvernement haïtien de 1938, dictera la conduite des acteurs politiques sur la scène internationale mettant ainsi en exergue « le caractère ambivalent et téléologique de la référence au passé » ? (*ibid.*)

Juxtaposons nos propos à ceux de Nick Nesbitt (2009) et Frederick Cooper (2001). Bien des aspects de la question des droits de l'Homme débattus en Europe au XX^e siècle avaient déjà été posés avec force entre 1791 et 1804 en Haïti, période de la Révolution. La Révolution haïtienne est sans conteste la meilleure preuve que se nouent, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, *des* Lumières bien différentes, réunies par un souci commun de liberté humaine. Si la Révolution française a fait entrer les termes de liberté et de citoyenneté dans le lexique politique, elle n'a fixé ni leur signification ni les critères

nécessaires à leur application. Ainsi, à la différence de ses prédécesseurs américains et français qui octroyèrent des droits dits « universels » uniquement à certaines catégories de personnes, Haïti procéda à un universalisme véritable qui chercha à supprimer toutes différences généalogiques, anthropologiques et sociales. Pour reprendre Pierre Sané (2009 : 8), ancien sous-directeur général des sciences sociales et humaines de l'UNESCO, « si l'universalité des droits humains a été conçue à Paris en 1789, l'accouchement a bien eu lieu en Haïti quelques années plus tard ».

Plus qu'un événement hors-norme ou « impensable », il faut considérer l'offre d'accueillir des réfugiés juifs comme un prolongement, une sorte de rayonnement à travers les siècles des retombées de la Révolution. En effet, cette solidarité tournée vers l'extérieur n'est pas une aberration qui entre en dissonance avec le passé d'Haïti. Citons à nouveau N. Nesbitt (2009 : 102) qui considère que :

The extension of universality through the early-modern world occurred via a series of nodal points spread throughout a transnational network. In this process, the requisite conditions for the social construction of human rights were extended — and adapted — from one « laboratory » site to another. This extension of universalism was not the unfolding embodiment of a metaphysical essence, but the productive expression of an immanent potentiality, the potentiality to universalize the socio-historical conditions for emancipation from a small number of « laboratories » (Athens, Mali, Philadelphia, Paris, St. Domingue) to encompass the modern world-system in its totality.

Les premiers gouvernements haïtiens ont tenté de faire de la nation nouvellement créée un symbole, une terre d'asile protégeant et inspirant la liberté aux opprimés de tout système colonial. L'article 44 de la Constitution haïtienne de 1816, sous la République d'Alexandre Pétion, allait jusqu'à présenter une conception de la nation ouverte aux asservis des pays d'Amérique, d'Afrique et d'Asie qui viendraient s'établir en Haïti prônant ainsi un « ethno-nationalisme »²⁵ d'un nouvel ordre : « Tout Africain, Indien et ceux issus de leur sang, nés dans les colonies ou en pays étrangers, qui viendraient résider dans la République, seront reconnus haïtiens mais ils ne jouiront des droits de citoyenneté qu'après une année de résidence » (Janvier 1886 : 117).

Il est important de préciser ici que l'arrivée de juifs en Haïti dans les années 1930 n'était pas un fait nouveau. Leur présence remonte au décret d'Alhambra qui expulsa les juifs hors d'Espagne et du Portugal à partir de 1492.

25. Expression que nous empruntons à l'ancien président de la République d'Haïti, Leslie F. Manigat, dans l'article paru en ligne « Signification, impact et portée de la Révolution Haïtienne d'Indépendance (1789-1803), hier et aujourd'hui », <<https://www.potomitan.info/ayiti/ayiti7.html>>.

En 1654, conséquence de la proscription des juifs hollandais du Brésil lors de sa reconquête par le Portugal, une nouvelle vague de juifs vint s'installer sur l'île. Les découvertes d'une synagogue de crypto-juifs dans la ville de Jérémie lors de fouilles archéologiques, d'un cimetière juif au Cap-Haïtien datant de la période révolutionnaire, de listes de commerçants ou planteurs aux patronymes juifs, ou encore de cartes géographiques du XVIII^e siècle indiquant des villes nommées Anse-à-Juif et Pointe-à-Juif, constituent autant de preuves concrètes de la présence d'une communauté juive à Saint-Domingue durant la période coloniale (Plummer 1998). L'historien John Garrigus esquisse une autre forme de relation entre les deux communautés que l'on pourrait également reconnaître sous le signe d'une « dette » relative à la citoyenneté et aux droits qui s'y rattachent au XVIII^e siècle à Saint-Domingue. La question de l'identité politique des juifs n'ayant pas disparue dans les Amériques — leur identité était tout aussi problématique que celle des gens de couleur libres et celle des Noirs de Saint-Domingue au regard des nouvelles définitions de la nationalité construites en France au milieu du XVIII^e siècle — J. Garrigus (2001 : 314) démontre que « In the mid 1780's, the self-proclaimed leaders of the colonies "mulatos" adopted many of the techniques that colonial Jews used to fight for legal rights ». Ainsi, « Out of a shared marginality and a common footing in Caribbean contraband, Sephardim and free people of color challenged the laws and stereotypes defining them as non-French » (*ibid* : 316). Là où le propos diverge du nôtre est dans l'inversion de la relation sociale entre juifs et mulâtres libres, posant les premiers comme aidants et les seconds comme aidés.

Pour reprendre le fil de la discussion à propos des retombées de la Révolution, d'une citoyenneté territorialement bornée, les Haïtiens ont produit une définition du terme fondée sur une structure réticulaire. La nature humaine devenait trans-culturelle, trans-historique, ou plus précisément « empathique » pour reprendre Lynn Hunt (2007). En élargissant son horizon de responsabilité, la constitution haïtienne donnait à lire une conception de la « communauté » comme repoussoir des frontières du monde commun qui a su relever le défi de la pluralité.

La Révolution haïtienne n'ayant que partiellement réalisé ses promesses, ne serait-elle qu'une instrumentalisation de l'histoire où le « nationalisme héroïque » (Célius 2004) présenté par les dirigeants de la nation ne serait qu'une forme de mythe caractéristique du modèle social haïtien ?

Le parallèle qu'établit Kalevi Holsti (cité dans Massie & Roussel 2008 : 72) entre la conception du mythe et la notion du rôle d'un État quant à son identité nationale en matière de politique étrangère est pleine d'enseignements dans le cadre qui nous intéresse. Si la construction de mythes nationaux est

la conséquence d'une recherche constante par l'État de la reconnaissance sociale de son statut en dehors de ses frontières, la Révolution haïtienne remplit pleinement cette fonction significative autour de laquelle se cristallise l'identité haïtienne. L'intention n'est pas de construire le fait de la Révolution comme une structure purement idéelle, mais de démontrer en revanche celle de vouloir faire correspondre cette identité à une continuité historique poursuivant la construction et l'entretien d'un espace mémoriel héroïque. Si l'on fait hypothèse de l'élévation de la Révolution au rang de mythe par M. Léon Thébaud lors de la Conférence d'Évian, il faut y voir une pratique représentationnelle qui « forme des compréhensions historiques et des référents identitaires "sacrés" auxquels sont comparés les actions du présent » (Massie & Roussel 2008 : 70). Dans un système international, la notion de « rôle » est autrement significative pour les « petites » nations afin d'affirmer leurs particularités au sein d'une communauté politique. Massie et Roussel vont jusqu'à affirmer que « les élites d'une communauté politique tenteront non seulement de présenter leur communauté de manière à correspondre aux conceptions exprimées par cette société, mais adapteront constamment celles-ci en fonction des réactions extérieures qui appuient, confortent, menacent ou sont indifférentes à ces conceptions » (*ibid* : 72). Cette configuration de l'identité nationale à travers le concept du mythe empêche la considération de tout fait historique comme une structure immuable prise dans ses propres circonstances. Elle permet au contraire d'appréhender cette identité comme un processus complexe reliant des espaces et temporalités supposés inassimilables autorisant ainsi la remise en question d'une narration historique linéaire et unidirectionnelle. Narration qui omet la formation de connexions particulières et imprévues dans une réalité historique mésestimée comme localement enracinée. Dans notre cas, la relation entre Haïtiens révolutionnaires et juifs exilés resterait impensée.

Pour conclure, on pourrait dire que sur un plan épistémologique, le parti pris affiché par M. Thébaud, le représentant de Haïti à la conférence d'Évian et les commissaires de l'exposition « Haïti et les juifs » font d'eux des « spiralistes » (Glover 2010) d'un nouveau genre, instaurant la pensée haïtienne comme la concrétude d'un ordre cosmopolite où la notion d'humanité a su transcender celle de peuple. Plus avant, peut-on ajouter, cette relecture a extrait de l'héritage révolutionnaire, une « arme miraculeuse » contemporaine, à savoir, la possibilité d'une appréhension fluide des concepts d'identités, des phénomènes de dispersion et des rapports au territoire pour mieux saisir la diversité des lieux d'inscription de la notion de communauté exilique. Si la communauté juive de Montréal a cherché à s'acquitter de sa dette auprès du peuple haïtien en lui rendant hommage à travers une exposition, celle de la communauté académique reste encore largement impayée au regard de la

mise en lumière du rôle d'Haïti en tant que centre d'énergies audacieuses qui, à travers l'Histoire, est parvenue à renverser l'ordre établi bien au-delà des frontières de la Caraïbe.

Department of French, School of Languages and Cultures, Purdue University, West Lafayette, États-Unis.

BIBLIOGRAPHIE

- AMAR E., 2012, « Juifs et Haïtiens, une communauté de destin », in M. CHALOM (dir.), *L'un pour l'autre*, Montréal, Les Éditions du CIDIHCA : 10-12.
- ARBELL M., 2010, « Haiti, Israel, and the Jews », *Israel Journal of Foreign Affairs*, 4 (2) : 85-92.
- ARENDT H., 2002, *Les origines du totalitarisme. Eichmann à Jérusalem*, Paris, Gallimard (« Quarto »).
- ARNOLD J., 2010, « Exhibit Highlights Haiti's Heroism in Holocaust », *The Canadian Jewish News*, March 17, <<https://www.cjnews.com/news/canada/exhibit-highlights-haitis-heroism-holocaust>>.
- AUGUSTE M. B., 1998, *La République d'Haïti et la Deuxième Guerre mondiale*, Sainte-Foy (Québec), M. B. Auguste.
- BENZ W., 2006, « Exile Studies, Development and Trends », *German Monitor*, 63 (1) : 21-35.
- BERNARD J., 2012, *Histoire juive d'Haïti*, Montréal, Les Éditions du CIDIHCA.
- BUCK-MORSS S., 2010, « The Gift of the Past », *Small Axe*, 14 (3) : 173-185.
- CAILLE A., 1994, « Don, intérêt et désintéressement », « La théorie sociale aujourd'hui. Bilan et perspectives. XI^e Colloque annuel du Groupe d'Étude "Pratiques Sociales et Théories" », *Revue européenne des sciences sociales*, 32 (99) : 253-283.
- CELIUS C. A., 2004, « D'un nationalisme héroïque », *Revi Kiltir Kreol*, 4 : 38-48.
- CHALOM M., 2012, « Refuser l'ordre des choses et la fatalité », in M. CHALOM (dir.), *L'un pour l'autre*, Montréal, Les Éditions du CIDIHCA : 7-8.
- CHEYETTE B. (ED.), 2009, « Jewish/Postcolonial Diasporas : On being Ill-disciplined », *Wasafiri*, 24 (1) : 1-2.
- CHOMSKY N., 2015, *L'an 501, La conquête continue*, Québec, Éditions Écosociété.

- COOPER F., 2001, « Le concept de mondialisation sert-il à quelque chose ? Un point de vue d'historien », *Critique internationale*, 1 (10) : 101-124.
- DALEMBERT L.-P., 2017, *Avant que les ombres s'effacent*, Paris, Éditions Sabine Wespiser.
- DERRIDA, J., 1972, *Positions*, Paris, Éditions de Minuit.
- FEINGOLD H. L., 1970, *The Politics of Rescue. The Roosevelt Administration and the Holocaust, 1938-1945*, New Jersey, Rutgers University Press.
- FOURN F., 2002, « Entre l'histoire et l'oubli : quel projet d'écriture ? », *Revue d'Histoire du XIX^e siècle*, 25 : 141-144.
- GARRIGUS J. D., 2001, « New Christians/New Whites : Sephardic Jews, Free People of Color, and Citizenship in French Saint-Domingue, 1760-1789 », in P. BERNARDINI & N. FIERING (eds.), *The Jews and the Expansion of Europe to the West, 1450 to 1800*, New York-Oxford, Berghahn Books : 314-332.
- GLOVER K. L., 2010, *Haiti Unbound, A Spiralist Challenge to the Postcolonial Canon*, Liverpool, Liverpool University Press.
- HOFFMANN L.-F. (DIR.), 2003, « Discours de Jacques Roumain », in *Jacques Roumain, Oeuvres complètes*, Madrid, Collection Archivos : 693-701.
- HUGON A., 2004, « Les colonies, un refuge pour les juifs ? Le cas de la Gold Coast (1938-1945) », *Vingtième Siècle, Revue d'Histoire*, 4 (84) : 23-41.
- HUNT L., 2007, *Inventing Human Rights : A History*, New York-London, W. W. Norton & Company.
- JANVIER L.-J., 1886, *Les constitutions d'Haïti (1801-1885)*, Paris, C. Mapon-Flammarion.
- KAPLAN M., 2008, *Dominican Heaven : The Jewish Refugee Settlement in Sosúa, 1940-1945*, New York, Museum of Jewish Heritage.
- MANIGAT F., 1969, « Les États-Unis et le secteur caraïbe de l'Amérique latine », *Revue française de science politique*, 3 : 645-683, <<https://www.potomitan.info/ayiti/ayiti7.html>>.
- MARRUS M. R., 2002, *The Unwanted : European Refugees from the First World War through the Cold War*, Philadelphia, Temple University Press.
- MASSIE J. & ROUSSEL S., 2008, « Au service de l'unité. Le rôle des mythes en politique étrangère canadienne », *Canadian Foreign Policy Journal*, 14 (2) : 67-93.
- MAUSS M., 2007, *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, Paris, Presses universitaires de France (« Quadrige Grands textes »).
- MAYERS A., 2014, *Mulatto Republic : Class, Race, and Dominican National Identity*, Gainesville, University Press of Florida.

- NESBITT N., 2009, « Alter-Rights : Haiti and the Singularization of Universal Human Rights, 1804-2004 », *International Journal of Francophone Studies*, 12 (1) : 93-108.
- PERL W. R., 1995-1996, « Paradise Denied : The State Department, the Caribbean and the Jews of Europe », *The National Interest*, 42 : 78-84.
- PLUMMER B. G., 1998, « Between Privilege and Opprobrium : The Arabs and the Jews in Haiti », in I. KLICH & J. LESSER (eds.), *Arab and Jewish Immigrants in Latin America, Images and Reality*, London-Portland, Frank Cass : 80-93.
- RANCIÈRE J., 2004, « Who Is the Subject of the Rights of Man ? », *South Atlantic Quarterly*, 103 (2-3) : 297-310.
- RICŒUR P., 1991, « Événement et sens », *Raisons pratiques*, 2 : 41-56.
- ROSE-MIE L., 2003, « L'indépendance d'Haïti : perceptions aux États-Unis, 1804-1864 », numéro spécial « Haïti Première République Noire », *Outre-mers*, 90 (340-341) : 207-225.
- ROSOUX V., 2006, « Les usages du passé dans le cadre de la politique étrangère de la France », in C. ANDRIEU, M-C. LAVABRE & D. TARTAKOWSKY (dir.), *Politiques du passé. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence : 171-181, <https://books.openedition.org/pup/5902?lang=en>.
- ROUMAIN J., 1944, *Gouverneurs de la rosée*, Port-au-Prince, Imprimerie de l'État.
- SABBAGH D. & VAÏSSE J., 2001, « Ethnicité et politique étrangère aux États-Unis », *Critique internationale*, 11 (2) : 69-76.
- SAID E., 2004, *Humanism and Democratic Criticism*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- SANÉ P., 2009, « Regards croisés sur la Révolution haïtienne et sa contribution à l'universalité des droits de l'Homme. Plus qu'un hommage symbolique : un acte de vérité, de justice et d'avenir », Allocution lors de la cérémonie d'ouverture du Colloque international, *Révolution haïtienne et universalité des droits de l'Homme*, Port-au-Prince, Haïti, 21 août 2009.
- SANGAR E., 2015, « Défendre *Duffer's Drift* : l'influence de la mémoire collective et du régime d'historicité sur le choix des enseignements historiques en temps de crise », *Temporalités, Revue de sciences sociales et humaines*, 21, < <http://temporalites.revues.org/3085> . >.
- VOLTAIRE F., 2010, « Les Haïtiens face à la Shoah », Montréal, Les Éditions du CIDIHCA, inédit.
- VINCENT S., 1939, *En posant les jalons...*, Port-au-Prince, Imprimerie de l'État, 2 tomes.
- WELLS A., 2009, *Tropical Zion, General Trujillo, FDR, and the Jews of Sosúa*, Durham-London, Duke University Press.

RÉSUMÉ

En mars 2010, une exposition intitulée « Juifs et Haïtiens : une histoire oubliée », organisée à Montréal, présenta la relation entre les deux communautés comme née d'une « dette d'honneur » contractée pendant la Seconde Guerre mondiale : l'asile offert par le gouvernement haïtien aux juifs européens forcés à l'exil. Dans le but de faciliter la réinstallation de ces réfugiés, le président américain Franklin Roosevelt convoqua en juillet 1938 une conférence intergouvernementale dans la ville française d'Évian. Suite à cette conférence, la République d'Haïti, invoquant les idéaux de la révolution de 1804, accepta d'étudier la possibilité d'accueillir 50 000 juifs. Cet article propose d'étudier la nature du « don » relié à la notion de « dette » qui unit juifs et Haïtiens et également de comprendre les motivations historiques qui poussèrent le gouvernement haïtien à faire montre d'hospitalité envers un peuple jugé « indésirable ».

Mots clés : Haïti, humanitaire, juifs, réfugiés, Révolution de 1804.

ABSTRACT

An Inconceivable "Debt of Honor": Jewish Refugees and the Republic of Haiti. — In March 2010, an exhibition held in Montreal entitled "Jews and Haitians: A Forgotten History," presented the relationship between the two communities as born from a "debt of honor" contracted during the Second World War: the asylum offered by the Haitian government to European Jews forced into exile. To facilitate the resettlement of these refugees, US President Franklin Roosevelt convened an Intergovernmental Conference in the city of Evian, France in July 1938. Following this conference, the Republic of Haiti, invoking the ideals of the revolution of 1804, agreed to study the possibility of taking in 50,000 Jews. This article proposes to study the nature of the "gift" related to the notion of "debt" that unites Jews and Haitians and to analyse the historical motivations that drove the Haitian government to show hospitality to a people deemed "undesirable."

Keywords: Haiti, 1804 Revolution, humanitarian, Jews, refugees.